

**Arrêté n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/135 du 26 mai 2021
mettant en demeure la Société de Manutention de Carburant Aviation (SMCA)
de respecter les prescriptions applicables pour son établissement
situé Bâtiments 650 et 665 dans l'enceinte de l'aéroport d'Orly
sur le territoire de la commune d'ATHIS-MONS (91200)**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Éric JALON, Préfet Hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, administrateur civil hors classe, en qualité de sous-préfet, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-PREF-DCPPAT-BCA-241 du 19 octobre 2020 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral n° 90-2004 du 13 juillet 1990 imposant une étude de dangers et un plan d'opération interne à la Société de Manutention de Carburant Aviation (SMCA) à Athis-Mons,

VU l'arrêté préfectoral n° 93.2406 du 29 juin 1993 portant imposition de prescriptions applicables aux installations exploitées par la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) sur son site d'Athis-Mons – Aéroport d'Orly – Bâtiments 650 et 665 :

- rubrique n° 253 B (A) : dépôt aérien de liquides inflammables de la 1^{re} catégorie (Jet A1) représentant une capacité nominale totale de 59 300 m³,

VU l'arrêté préfectoral n° 95-3164 du 2 août 1995 imposant des prescriptions complémentaires à la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) pour l'exploitation de son dépôt de liquides inflammables d'Athis-Mons au regard de l'information des tiers,

VU l'arrêté préfectoral n° 2004.PREF.DAI.3/BE00177 du 18 novembre 2004 imposant des prescriptions complémentaires à la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) pour l'exploitation de son dépôt de liquides inflammables d'Athis-Mons au regard de la prévention des risques technologiques,

VU l'arrêté préfectoral n° 2009.PREF.DCI3/BE 0079 du 16 avril 2009 portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) pour son site d'Athis-Mons, suite à la révision de l'étude de dangers,

VU l'arrêté préfectoral n° 2011.PREF.DRIEE/0035 du 3 mars 2011 imposant à la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) des prescriptions complémentaires relatives à la révision de l'étude de dangers de son dépôt de liquides inflammables situé à Athis-Mons (91200),

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/595 du 18 novembre 2013 portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) pour l'exploitation du dépôt de liquides inflammables situé aux bâtiments 650 et 665 de l'aéroport d'ORLY sur la commune d'Athis-Mons,

VU le courrier en date du 22 janvier 2016 actualisant la situation administrative de la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) comme suit :

- rubrique n° 4734-2.a (A avec le bénéfice d'antériorité) : stockage de 51 069 tonnes de produits pétroliers répartis dans 6 bacs de stockage, 4 cuves de purge et une cuve d'alimentation du groupe électrogène – le site est classé seuil haut pour la rubrique 4734-2.a,
- rubrique n°4734-1 (NC) : stockage de 1,7 tonnes de gazole alimentant les groupes incendie,

VU l'arrêté n°2020.PREF/DCPPAT/BUPPE/0151 du 20 août 2020 portant imposition à la Société de Manutention de Carburant Aviation (SMCA) de prescriptions complémentaires pour l'exploitation de ses installations situées Bâtiments 650 et 665 dans l'enceinte de l'aéroport d'Orly à ATHIS-MONS (91200),

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 12 avril 2021, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 8 mars 2021, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 20 avril 2021 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 4 mai 2021,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 8 mars 2021, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- l'exploitant n'a pas mis sur rétention le stockage d'émulseur (produit susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol) contenu dans une cuve de 38 m³ et dans 8 récipients mobiles (GRV d'1 m³ chacun),
- l'exploitant exploite dans le local de pomperie un réservoir fixe semi-enterré simple peau d'environ 2 m³ pour la récupération des purges qui n'est pas sur rétention,
- l'exploitant n'a pas réalisé un état initial pour toutes les tuyauteries,
- l'exploitant ne réalise pas d'examen approfondi périodiquement et de maintenance appropriée sur les siphons, les tuyauteries de drainage et les vannes,
- l'exploitant ne réalise pas de surveillance, de maintenance et de test des clapets anti-retour situés au fond de la rétention déportée bien que ces organes participent à la rétention.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des :

- articles 7.5.1 et 7.6.3.b de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020 susvisé,
- articles 21-5 et 22-2-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé,
- article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société de Manutention de Carburant Aviation (SMCA) de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

CONSIDÉRANT que les éléments transmis par l'exploitant ne permettent pas de lever les non-conformités,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La Société de Manutention de Carburant Aviation (SMCA), dont le siège social est situé Chemin de Livry BP 19 à CHENNEVIERES-LES-LOUVRES (95380), exploitant un dépôt de carburacteur à destination des aéronefs sis Bâtiments 650 et 665 dans l'enceinte de l'aéroport d'Orly sur la commune d'ATHIS-MONS (91200), est mise en demeure de respecter :

dans un délai de 6 MOIS à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020 susvisé :
 - en mettant sur rétention le stockage d'émulseur (produit susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol) contenu dans la cuve de 38 m³ et dans les récipients mobiles,
 - en mettant sur rétention, dans le local de pomperie, le réservoir fixe semi-enterré simple peau d'environ 2 m³ pour la récupération des purges,
- l'article 7.6.3.b de l'arrêté préfectoral du 20 août 2020 susvisé et de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, en réalisant un état initial pour toutes les tuyauteries. Ces prescriptions réglementaires sont précisées par le guide professionnel DT96,
- l'article 21-5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé, en réalisant l'examen approfondi et la maintenance sur les siphons, les tuyauteries de drainage et les vannes,
- l'article 22-2-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé, en réalisant la surveillance, la maintenance et les tests des clapets anti-retour situés au fond de la rétention déportée, car ces organes participent à la rétention,

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la Société de Manutention de Carburant Aviation (SMCA), et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet de PALAISEAU et à Monsieur le Maire d'ATHIS-MONS.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Benoît KAPLAN

